



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

statistiques

Question au Gouvernement n° 209

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE DU PAYS

M. le président. La parole est à M. Gaëtan Gorce, pour le groupe socialiste.

M. Gaëtan Gorce. Monsieur le Premier ministre, à peine élu à la tête de l'UMP, un de vos prédécesseurs s'est précipité à Londres pour dénigrer avec une rare violence notre système économique et social.

Un député du groupe socialiste. Scandaleux !

M. Gaëtan Gorce. M. Juppé n'a, en effet, pas hésité à faire le procès d'une France paresseuse « minée par une culture du non-travail ». (*« Et c'est vrai ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

Merci d'exprimer une fois encore votre sentiment, les millions de salariés apprécieront !

D'une France qui serait « un repoussoir pour les investisseurs ». (*« C'est vrai ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. C'est à vous que nous le devons !

M. Gaëtan Gorce. Ces déclarations font suite aux propos que vous avez vous-même tenus, monsieur le Premier ministre, mercredi dernier, dans cet hémicycle faisant allusion sans précaution à une étude du forum de Davos évoquant des pertes de compétitivité de notre pays. (*« Eh oui ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

Ces déclarations sont particulièrement choquantes et graves ! D'abord, parce qu'elles sont fausses et aussi parce qu'elles reposent sur des arguments erronés. Je n'en prendrai qu'un exemple : une étude de l'OCDE, publiée voici quelques jours, rappelle que la France avait recueilli, en 2001, 52,6 milliards de dollars d'investissements directs étrangers, soit 23 % de plus qu'en 2000, alors que dans l'ensemble de l'OCDE le total des investissements extérieurs a baissé de moitié. Et la Banque de France vient de nous indiquer que ces investissements auront augmenté de 16 % dans les neuf premiers mois de 2002, ce qui contredit l'ensemble des déclarations que vous faites sur ce sujet.

Mme Françoise de Panafieu. N'importe quoi !

M. Gaëtan Gorce. Ce qui est grave aussi, c'est qu'en dénigrant ce bilan, vous dénigrez le travail des salariés et des entreprises de France (*« Zéro ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle*) qui, pendant les cinq dernières années, ont contribué à la création de plus de deux millions d'emplois, et vous sapez la confiance. (*« Mais non ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

Plus grave et plus choquant encore, vos déclarations continues ont certainement pour but de fournir le prétexte à une remise en cause d'un certain nombre de lois sociales et d'avantages sociaux, comme vous avez d'ailleurs commencé à le faire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

M. le président. M. Gorce, posez votre question, s'il vous plaît.

M. Gaëtan Gorce. Monsieur le président, vous aurez noté que j'ai été interrompu !

M. le président. Monsieur Gorce, c'est moi qui dirige les débats ! Posez votre question, et tout se passera bien.

M. Gaëtan Gorce. Mes questions sont simples. Quand sera-t-il possible d'avoir, dans cet hémicycle, un débat solide et sérieux, sans caricature, sur la situation de ce pays, un débat qui permette de travailler à préparer l'avenir plutôt que de polémiquer sur le passé ?

M. le président. Merci, monsieur Gorce, vous avez épuisé votre temps de parole.

M. Gaëtan Gorce. Aurez-vous, monsieur le Premier ministre, l'autorité politique pour demander au président...

M. le président. Monsieur Gorce, vous n'avez plus la parole !

La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*).

Le règlement est le même pour tout le monde !

Répondez, monsieur le ministre.

M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, je ne vois aucune objection à ce qu'un débat sur le sujet ait lieu dans cet hémicycle, le moment venu. (« *Quand ?* » *sur les bancs du groupe socialiste.*) Et je fais confiance au président de l'Assemblée pour l'organiser quand il le voudra. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste. C'est à vous de le faire !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Je considère cependant que le problème est trop important pour n'être qu'un enjeu partisan. Il est clair que notre pays a des atouts incontestables. Je serai le dernier à prétendre le contraire.

Mme Martine David. Dites-le à Juppé !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Cependant, ces atouts font l'objet d'une compétition permanente avec ceux des autres pays : c'est la règle du jeu du monde économique actuel. Il est donc absolument nécessaire, dans l'intérêt de notre pays, de nos enfants, de nos entreprises et, bien sûr, de nos emplois, de faire tout ce que nous pouvons pour améliorer la compétitivité et l'attractivité du territoire.

M. Michel Delebarre et M. Bernard Derosier. Dites-le à Juppé !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Vous ne comprenez pas - certains d'entre vous, au moins ! - l'importance de la perception. Dans le monde d'aujourd'hui, en matière économique en particulier, c'est la perception qui crée l'événement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Quand 5 000 chefs d'entreprise étrangers ont une perception négative de notre pays, c'est une mauvaise nouvelle. Et je puis vous l'assurer, le Gouvernement prendra les décisions - nous en discuterons au début de l'année prochaine - ...

Plusieurs députés du groupe socialiste. Un débat !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... propres à modifier non seulement la réalité mais aussi la perception de cette réalité, ce qui est tout aussi important. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*)

Données clés

Auteur : [M. Gaëtan Gorce](#)

Circonscription : Nièvre (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 209

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 28 novembre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 novembre 2002